

Synthèse de la presse française

12 septembre 2011

Lors de la réunion du G7 Finances, à Marseille, les ministres des Finances européens et la Banque centrale européenne (BCE) ont tenté de rassurer les marchés et leurs homologues américains sur la crise de la dette souveraine et ses conséquences sur le système bancaire de la zone euro. Un défaut de paiement de la Grèce n'est plus exclu. Christine Lagarde, présidente du FMI, a tempéré ses propos sur la recapitalisation des banques européennes soulignant que le montant annoncé d'EUR 200 milliards n'était qu'une estimation de ses services et que le chiffre définitif serait publié le 21 septembre. Un autre sujet d'inquiétude a été abordé : la faiblesse de la croissance qui, selon l'OCDE, ne devrait pas dépasser 1 %, en moyenne, dans les pays du G7 (hormis au Japon) en 2011. Toujours selon l'Organisation : « *La possibilité d'une récession (deux trimestres consécutifs) de croissance négative n'est pas exclue* ». Face à ce risque, les participants se retrouvent devant un dilemme. Les coupes budgétaires sont accusées de pénaliser la croissance mais la relance de l'activité creuse les déficits. Face à cette conjoncture périlleuse, les marchés sont d'une extrême nervosité. Ces difficultés seront à nouveau abordées le 23 septembre lors d'un G20 à Washington. Les ministres des Finances se sont engagés à doubler l'aide financière au « *printemps arabe* » et à la porter à USD 80 milliards.

Les Échos

Face à la chute des marchés, le scénario d'une faillite de la Grèce n'est plus tabou
Les pays du G8 vont doubler leur aide au Maghreb (12.09)

Le Figaro économie

Relance, rigueur : Amérique et Europe divergent (10.09)
80 milliards pour le « printemps arabe » (12.09)

L'Agefi

Les Européens défendent leurs banques (12.09)

La Tribune

La croissance mondiale devrait rester durablement faible (12.09)

Le Monde

À Marseille, le G7 Finances aux prises avec le risque d'une nouvelle récession (10.09)
Entre relance et rigueur, le G7 échoue à trouver une ligne claire et commune (11.09)

La Provence

Avec le G7, Marseille est au chevet du monde (10.09)

Reuters

Banques – Le chiffre de 200 mds incorrectement rapporté (10.09)

Taxe européenne sur les transactions financières. Un axe franco-allemand se dessine sur le sujet. Le 17 août, le président français, Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande, Angela Merkel s'étaient engagés à plaider pour son adoption au niveau européen. Hier, les ministres de l'Économie, François Baroin et Wolfgang Schäuble ont déclaré avoir transmis à la Commission européenne un projet concernant cette mesure fiscale. L'assiette serait large puisque la taxe serait prélevée sur tous les types de transactions financières, actions et obligations ainsi que sur les produits dérivés. Elle toucherait aussi les opérations sur devises. Le taux varierait selon les produits : 0,1 % pour les actions et obligations et 0,01 % pour les produits dérivés. Cette proposition, comme toute proposition ayant trait à la fiscalité, devra être votée à l'unanimité. La Grande-Bretagne se montre réticente à une taxe restreinte à l'Europe et souhaite la voir s'instaurer au niveau international.

Le Figaro économie

La taxe européenne sur les transactions financières finalisée début octobre (10.09)

Les Échos

Taxe Tobin : Paris et Berlin détaillent leurs propositions (12.09)